

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE

Le Sénégal face au défi des territoires compétitifs et viables



COP27 ET 17 ème SOMMET DU G20

L'Afrique porteuse d'une nouvelle gouvernance mondiale



EDITORIAL

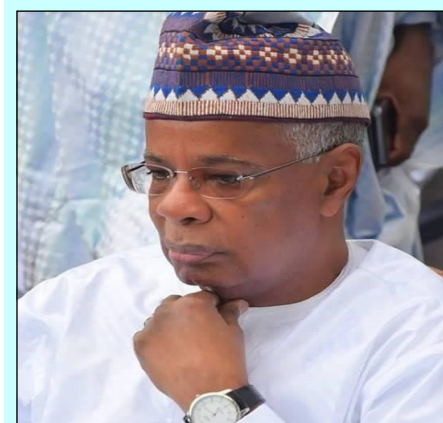
Risques environnementaux
graduels : la peur du chan-
gement par
Dr Papa Abdoulaye DIOP



**Mondial 2022:
Le Sénégal en mode
« Champion »**



**Cérémonie d'hommage
à Djibo KA :
Le parcours de
l'homme d'Etat revisité**



SOMMAIRE

8^{ème} FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR SUR LA
PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE

Le grand oral du Président Macky SALL



Portrait

Astou DIOKHANE, Une ingénieure qui apporte son « génie » à la modernisation des villes



COUPE DU MONDE 2022

Sport et géopolitique :
un lien indéfectible ?

P.11

DOSSIER

Le Sénégal face au défi des territoires compétitifs et viables

P.05

COP27 ET 17^{ème} SOMMET DU G20

L'Afrique porteuse d'une nouvelle gouvernance mondiale

P.07

Cérémonie d'hommage

Djibo Leyti KA, le parcours de l'homme d'Etat revisité

P.14

Mondial 2022

Le Sénégal en mode « Champion »

P.16

Agenda Culturel

P.19

Risques environnementaux graduels : la peur du changement



Dr Papa Abdoulaye DIOP

Docteur en économie des ressources naturelles et de l'environnement

Aux risques classiques auxquels les individus étaient confrontés se sont greffés aujourd'hui d'autres en lien direct avec les évolutions scientifiques, technologiques, économiques et sociétales actuelles. Ces risques additionnels dits « émergents » se définissent comme tout type de risque à la fois nouveau et croissant. En réalité, l'évolution des modes de production et de consommation a entraîné la présence dans les écosystèmes de nouveaux polluants susceptibles d'engendrer des risques différents de ceux envisagés jusqu'ici. De même, le réchauffement climatique fruit de l'évolution des modes de production et de consommation anthropiques s'accompagne d'effets négatifs manifestes sur les écosystèmes et les espèces qui y vivent. Aujourd'hui il émerge clairement une prise de conscience collective de la vulnérabilité de nos communautés face aux risques environnementaux nouveaux qu'ils soient les polluants émergents ou le changement climatique. Il est vrai que ces risques en plus de présenter une dimension écologique représentent une contrainte économique. Cette double dimension écologique et économique des risques environnementaux induit ainsi leur prise en charge par les communautés. C'est dans ce cadre qu'il faudrait inscrire la déclaration du Président de la République Macky SALL qui plaide pour « une action de plus en faveur du climat » le lundi 07 Novembre 2022 à l'ouverture de la 27^e Conférence

des Etats Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (Cop 27) devant plus de 100 chefs d'État ou de gouvernement du monde. Conscient que l'urgence environnementale est ici et là et que les dispositions radicales doivent être prises, le Chef de l'Etat sénégalais ajoutait que « les études scientifiques ont alerté plus d'une fois ; et nous vivons au quotidien les manifestations extrêmes du dérèglement climatique ».

Le décor est donc déjà planté et nous le connaissons. La réalité est que notre planète est malade.

Elle souffre, agonise et risque de bientôt atteindre un point de rupture. Tout le monde le sait. Mais nous faisons comme si de rien n'était. C'est parce qu'en réalité nous ne sommes pas prêts à faire quelque chose. Ou devrait-on dire : le monde occidental, premier pollueur mondial et premier contributeur au « marché du dérèglement climatique » n'est pas encore prêt à changer son mode de vie pour protéger notre planète. Les pays pauvres notamment africains ne contribuent que pour moins de 4% aux émissions de gaz à effets de serre. 96 % des émissions de gaz à effet de serre sont le fait des pays développés et émergents. Or ces émissions sont les principaux moteurs des changements environnementaux graduels qui mettent en danger notre planète et ses écosystèmes. Si ces pollueurs majeurs ne réduisent pas leurs émissions à effet de serre pour inverser la tendance, c'est parce qu'ils ne sont pas prêts à modifier leur modèle civilisationnel. Depuis le début du 20^{ème} siècle, le modèle de vie occidental a fini par s'imposer comme le modèle référence pour l'ensemble des communautés humaines. Ce modèle s'est bâti sur une société de consommation et de production favorisant la surexploitation des ressources et l'abondance des biens. Or la particularité de ce modèle est de vouloir s'appuyer sur des ressources terrestres limitées pour tendre vers une disponibilité de biens illimitée. Résultat des courses, si chaque habitant de la planète terre voulait vivre comme un Américain, il nous faudrait 5 planètes terre pour satisfaire ses exigences en termes de consommation de ressources (alors que le ratio tombe à 0.8 planète terre si chaque habitant

bleue faisait le choix de vivre comme un Indien). Or, ce modèle socio-économique occidental est celui auquel aspirent l'écrasante majorité des 08 Milliards d'individus qui peuplent la planète. Cela n'est ni viable ni réaliste. Il serait salutaire que les occidentaux acceptent que leur modèle socio-culturel soit nocif à la planète et acceptent une révolution civilisationnelle pour accompagner la transition socio-culturelle vers un modèle économique qui soit moins consommateur de ressources. Il faudrait également que monde non occidental qui aspire à vivre à l'occidentale accepte que cela n'est pas possible ni pour notre bien ni pour celui de la planète. Mais il ne faut pas se bercer d'illusion. Les occidentaux ne sont pas prêts à modifier leur mode de vie, de consommation et de production. Ils peuvent le faire croire mais rien ne montre dans les faits qu'ils soient prêts. De même, les habitants

des pays émergents et en développement ne cesseront pas leur rêve « occidental » pour protéger un monde qui ne leur a offert que misère et quolibets et qu'ils n'ont pas contribué à détruire. Voilà le dilemme auquel est soumise notre planète. Qui pour faire entendre raison aux uns et aux autres ? Le principe est admis aujourd'hui que ceux qui polluent le plus doivent payer le plus, pour aider à sortir la planète de son état d'urgence climatique. Le président de la République Macky SALL l'a rappelé aux pays occidentaux à Charm El Cheikh. Encore faudrait-il que les pays occidentaux acceptent d'échapper à la tyrannie de l'abondance et de la satiété, que les pays émergents abandonnent le mythe du rattrapage civilisationnel et que les pays africains ne soient plus obligés d'être les damnés de la terre pour sauver la terre.

Papa Abdoulaye DIOP

MISSIONS ET OBJECTIFS DE LA CNDT

Les missions de la Commission nationale du Dialogue des Territoires – CNDT – sont précisées par le Décret n°2015-1970 du 28-12-2015 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la CNDT.

Ces missions sont au nombre de six (06) :

- ◆ Assister Monsieur le Président de la République dans la définition de mécanismes de coopération territoriale ;
- ◆ Accompagner le Gouvernement dans la promotion des Groupements d'intérêt communautaire;
- ◆ Aider les collectivités locales à la mise en place de groupements d'intérêt communal et à la création d'Etablissements publics territoriaux;
- ◆ Faciliter la constitution des groupements territoriaux ou pôles territoires;
- ◆ Faciliter les relations entre gouvernement et collectivités locales d'une part et d'autre part entre collectivités locales pour améliorer la concertation entre acteurs territoriaux;
- ◆ Fournir au Président de la République et au Gouvernement, les analyses nécessaires au renforcement des ressources humaines, matérielles et financières des collectivités locales.

La mise en œuvre des missions de la CNDT permettra l'atteinte des objectifs suivants :

- Faciliter la cohésion économique, sociale et territoriale grâce à la valorisation de mécanismes de coopération territoriale ;
- Aider à la définition des dispositifs de gouvernance des territoires en favorisant le dialogue intra-territorial et inter-territorial;
- Appuyer le renforcement des ressources humaines, matérielles et financières des collectivités locales en définissant des mécanismes adaptés pour leur mobilisation

Le Sénégal face au défi des territoires compétitifs et viables



Les programmes de décentralisation menés depuis les indépendances à nos jours visent à répondre à une volonté politique d’asseoir un développement durable des collectivités territoriales du Sénégal. A ce jour, il reste encore un long chemin à parcourir face à ce défi majeur.

Le développement territorial est défini par des experts en la matière comme un ensemble d’actions palpables pouvant induire des changements sociaux et économiques suffisamment significatifs pour s’inscrire dans la durabilité.

Dans un pays comme le Sénégal, le développement territorial demeure une préoccupation centrale des pouvoirs publics du fait, notamment, de la proportion des citoyens qu’il concerne (60% de la population). Le Sénégal est en effet un pays essentiellement rural, eu égard à ses caractéristiques géographiques, humaines et socio-économiques.

Les collectivités territoriales, actrices incontournables du développement local, sont le résultat de la mise en œuvre de la politique de décentralisation et ont vocation à concevoir, à programmer et à mettre en œuvre les projets de développement économique, éducatif, social et culturel.

Si l’on se réfère au concept de « villes durables »,

les collectivités territoriales du Sénégal ont encore à un défi majeur à relever. La grande difficulté est liée à la disponibilité des ressources propres. En effet, les collectivités territoriales éprouvent, dans leur majorité, de grandes difficultés à financer leur développement.

Les infrastructures susceptibles de polariser des activités imposables sont quasi-inexistantes. De plus, la majeure partie de l’initiative locale se développe de manière informelle et donc échappe généralement à la fiscalité. Le manque de ressources financières est le trait caractéristique principal des collectivités territoriales. Ce déficit persistant s’explique notamment par l’absence de civisme fiscal, la faiblesse des capacités en matière de coopération, etc. Des mesures correctives ont été envisagées dans le but de rendre efficace les collectivités territoriales par le Gouvernement du président Macky SALL.

La naissance de l'Acte III de la décentralisation

Eu égard au niveau de viabilité financière très faible des collectivités territoriales, le président de la République, Macky SALL, décida de prendre le taureau par les cornes. A l'aube de sa gouvernance, tirant les enseignements de l'évaluation des programmes précédents en matière de décentralisation, il lance une réforme capitale.

En 2013, le Président Macky Sall a souhaité renforcer le processus de décentralisation dans sa globalité, via une troisième réforme territoriale et administrative d'ampleur. C'est la naissance de l'Acte III de la décentralisation. Issu d'une volonté réparatrice des inégalités et incohérences territoriales que l'écosystème territorial traînait depuis les indépendances, l'Acte III de la décentralisation.

Cette réforme met en avant la communalisation intégrale, pour l'homogénéisation des échelons territoriaux quelle qu'en soit leur nature (urbaine ou rurale) ; la départementalisation, qui déclasse la région de l'architecture territoriale et administrative au profit des 45 départements, et enfin l'érection de pôles de développement territorial, capables de corriger les inégalités économiques, infrastructurelles, sociales que les régions n'ont pas su combattre, signale-t-on.

Ladite réforme, qui marque une refondation majeure de l'action territoriale de l'État, a pour ambition d'organiser « le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable ».

Fondée sur la territorialisation des politiques publiques, la réforme doit permettre de bâtir le Sénégal à travers la pleine valorisation des potentialités de chaque territoire, dans une démarche multi-acteurs et multi-niveaux apte à garantir la participation de tous les acteurs territoriaux. Elle

incarne ainsi une rupture pour le renforcement de la décentralisation et le renouveau de la politique d'aménagement du territoire.

Pour la mise en œuvre de ces nouvelles stratégies de développement territorial, le chef de l'Etat initie alors le Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal (PACASEN). Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'une approche globale visant à appuyer le Programme d'Opérationnalisation de l'Acte III de la décentralisation (PROACTSEN) du Gouvernement du Sénégal. Il s'agit d'un cadre globale d'intervention conçu à l'échelle nationale par le Ministère de la Gouvernance territoriale, du Développement et de l'Aménagement du territoire pour réorganiser le paysage des Collectivités territoriales.

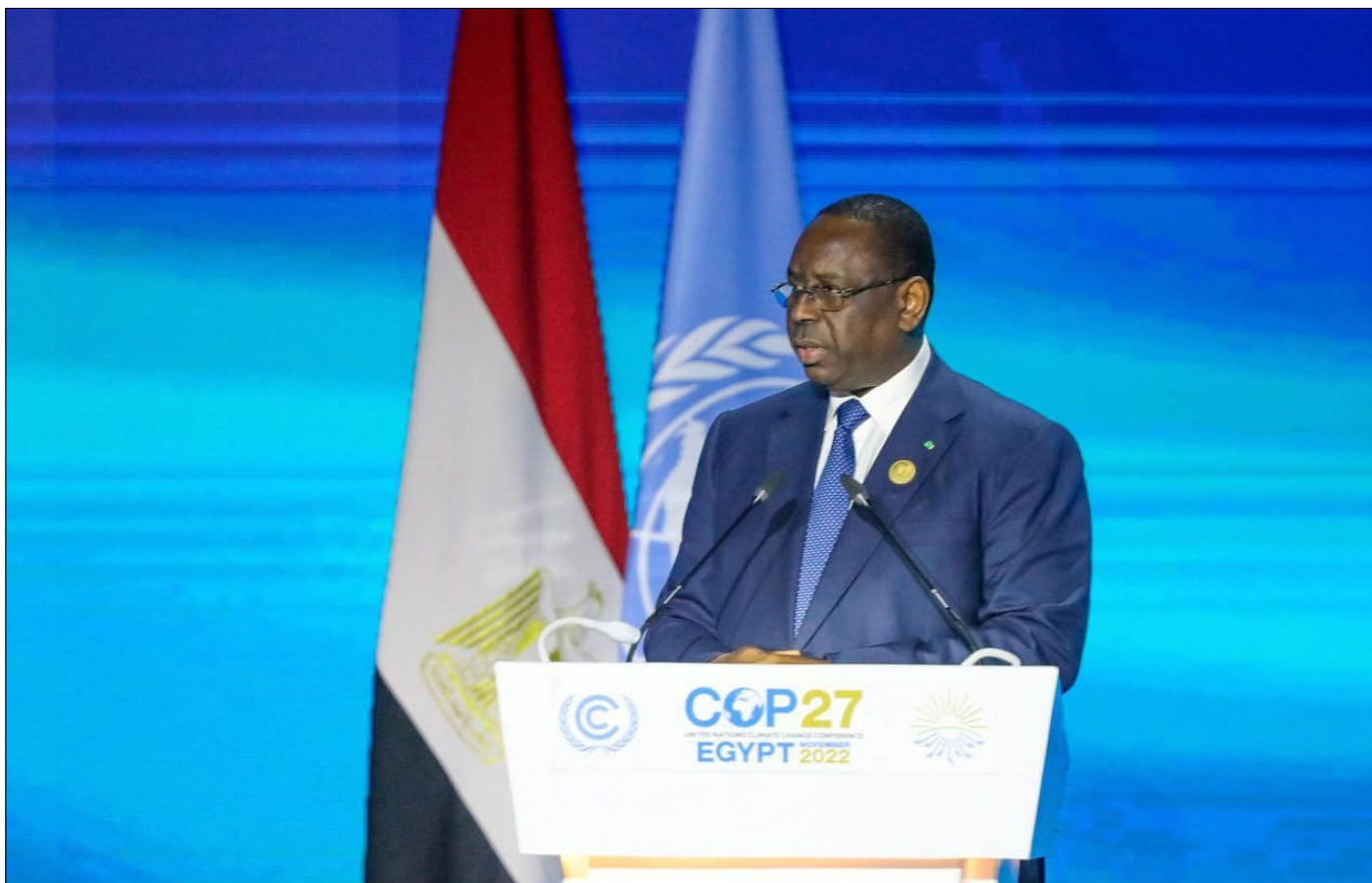
Le PACASEN vise à atteindre « un renforcement structurel des communes, en appuyant les réformes institutionnelles permettant d'améliorer leurs ressources financières et de les doter de personnel mieux formé et plus compétent tant en matière de gestion administrative et financière que de capacités de planification des investissements et de maîtrise d'ouvrage et une mise en place d'un cadre ». L'autre impact, c'est d'arriver à la mise en place d'« un cadre local fonctionnel de planification, réalisation et maintenance en matière d'équipements publics pour le développement économique (notamment la voirie et les infrastructures économiques relevant de la responsabilité des communes) ». Enfin, le PACASEN entend susciter une amélioration significative de la qualité des services publics locaux offerts aux populations grâce à un accroissement structurel des ressources des communes.

L'acte III de la décentralisation permet une territorialisation accrue des politiques publiques à l'échelle nationale, et une action collective renforcée des institutions pour le développement social et économique de notre pays.

B. D. SADIO

L'Afrique porteuse d'une nouvelle gouvernance mondiale

La COP27 tenue à Charm el-Cheikh, en Egypte, et le 17^{ème} sommet du G20 organisé à Bali, en Indonésie, marquent un nouveau tournant pour les pays africains. En terme clair, l'Afrique est en train de conquérir sa place sur la scène internationale.



Son Excellence le Président Macky SALL, Président de l'Union Africaine

L'avenir du monde est en train de se jouer. Et l'Afrique n'entend pas être en reste. Face aux défis déjà existants (risques accrus d'insécurité alimentaire et dérèglement climatique) auxquels s'ajoutent les pesanteurs du contexte international, marqué par la guerre en Ukraine, les pays africains ne vont pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Durant la COP27 organisée à Charm el-Cheikh en Egypte, ils ont fait bloc autour des questions de financement des mesures d'adaptation au réchauffement climatique, mais aussi ils ont mis sur la table les pertes et préjudices. La démarche clairvoyante de l'Afrique faite dans un élan solidaire et unitaire pour pousser les

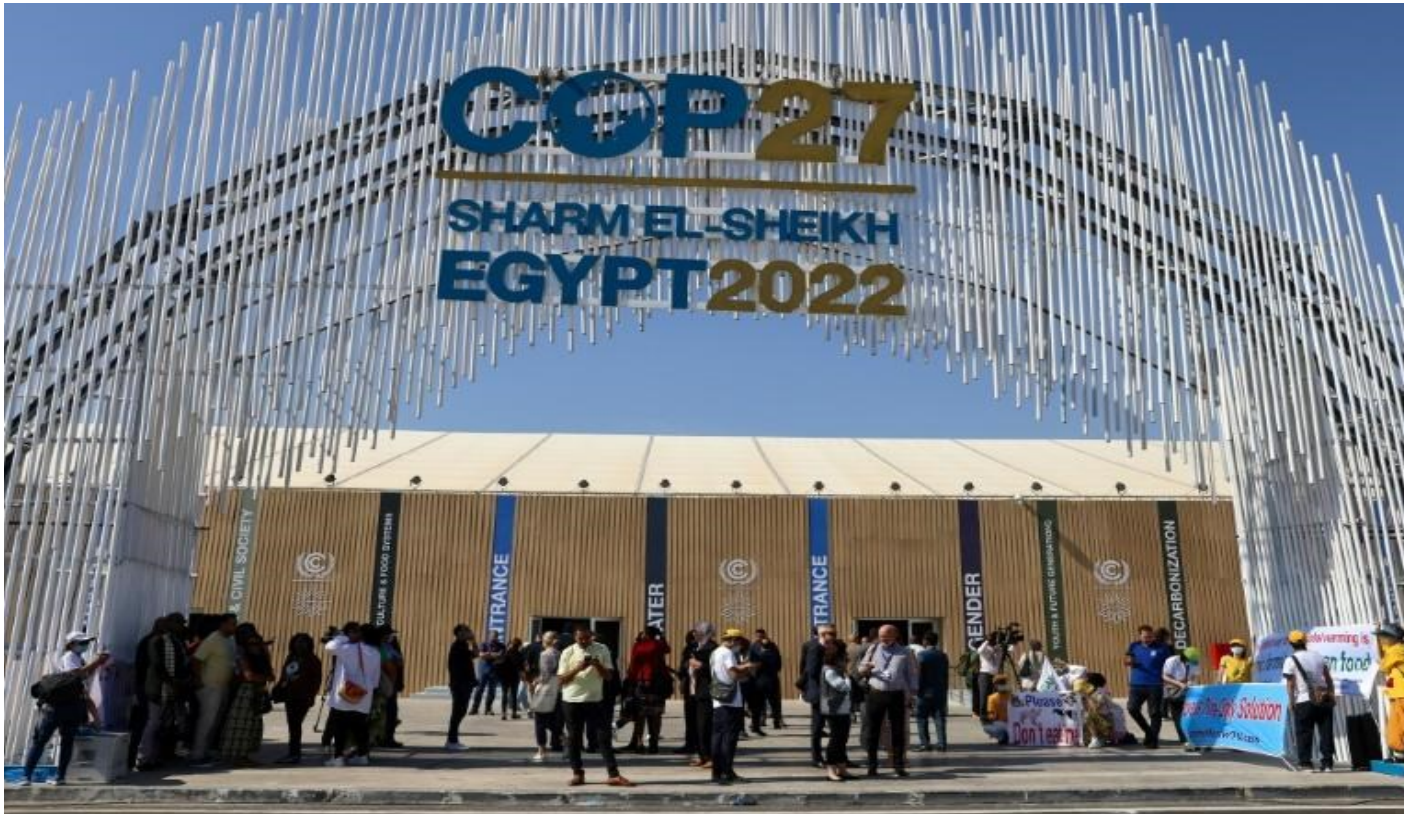
pays industrialisés à agir pour la réparation, est synonyme d'une ère nouvelle. Les Etats africains ont tous parlé le même langage en mettant en avant les véritables enjeux au cœur des négociations. La COP27 a montré que l'Afrique est capable d'unir ses forces pour le bien du continent. Face aux atermoiements des pays du nord, l'Afrique a su mettre de côté ses divisions internes pour exiger la mise en œuvre de l'accord de Paris, pris il y a sept ans lors de la COP21, dont l'un des objectifs phares est de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans le but de limiter à 2°C le réchauffement planétaire au cours du siècle.

En 2009, lors de la COP de Copenhague, les pays du nord avaient même pris la décision de débloquer une enveloppe de 100 milliards de dollars par an, d'ici 2020, mais aussi à développer leur économie en ayant le moins recours possible aux énergies fossiles. Malgré le non-respect des engagements pris par les pays du nord, l'Afrique n'a pas lâché prise. Celle-ci a poussé la question du financement du réchauffement dans sa globalité lors des discussions. Dans le passé, les échecs de l'Afrique dans les négociations internationales découlaient très souvent d'un manque d'unité en son sein. Mais la COP27 a sonné le glas de cette page peu reluisante. C'est en terre africaine que cela a été rendu possible. Une coïncidence bien heureuse. Aujourd'hui, les pays en développement en particulier ceux du sud sont en train d'assumer leurs responsabilités face à l'histoire. Désormais, l'Afrique a prouvé en Egypte durant les deux semaines de négociations (du 6 au 18 novembre 2022) qu'elle a voix au chapitre sur la scène internationale. Autant affirmer que l'Union africaine (UA) a secoué le cocotier. Et rien ne sera plus comme avant, car l'Afrique est en passe de devenir un continent qui agit et non qui subit.

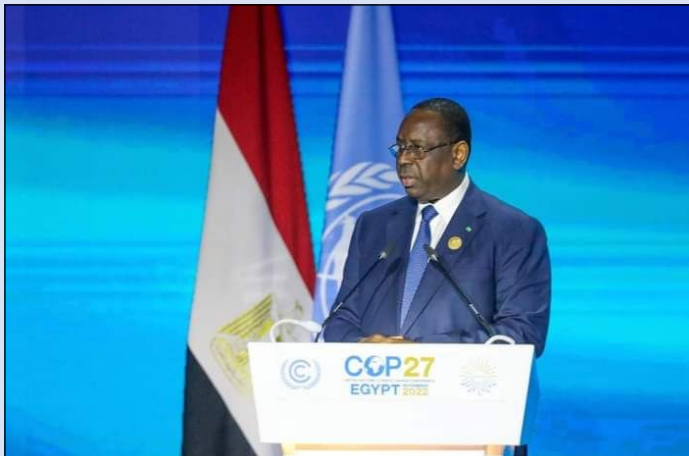
Mieux vaut tard que jamais, dit-on. Les pays membres du G20 ont enfin réalisé que le poids de l'Afrique compte véritablement. L'heure de l'Afrique a-t-elle sonné irrévocablement sur la scène internationale ? Nous sommes tentés de répondre par l'affirmative. Le continent noir, longtemps marginalisé, est devenu un partenaire incontournable, pour reprendre les propos du chef de l'Etat, Macky SALL, président en exercice de l'Union africaine (UA). Le sommet du G20, organisé à Bali en Indonésie du 15 au 16 novembre 2022, aura été le ferment d'une Afrique qui va désormais peser de tout son poids à l'échelle mondiale, devant la Communauté internationale. En effet, le combat mené par le Président Macky

SALL a, enfin, porté ses fruits, avec à la clé l'obtention ultérieure d'un statut de membre permanent du G20. L'adhésion de l'Union africaine (UA) en qualité de membre permanent du groupe des 20 (G20) sera sur la table pour examen lors du sommet 2023 de ladite organisation, a annoncé, mercredi 16 novembre 2022, Macky SALL, président en exercice de l'UA. « L'adhésion de l'UA sera examinée au sommet du G20 de 2023 en Inde », a-t-il indiqué sur Twitter. « Je remercie les membres du G20 qui ont soutenu la candidature de l'Union africaine pour adhérer au groupe lors du sommet de Bali en Indonésie », a relevé le Président SALL, dans son message. Présent en tant qu'invité au sommet de Bali tenu du 15 au 16 novembre 2022, le Président de la République avait réitéré son appel pour un statut de membre permanent à l'Afrique au sein de la structure regroupant les 19 pays les plus industrialisés du monde ainsi que l'Union européenne. « Je voudrais souligner que dans ce renouveau du multilatéralisme auquel nous nous sommes engagé à Bali, l'Afrique reste un partenaire incontournable sur la scène internationale. Elle est la 8ème puissance économique par son PIB, possède plus de 60 % des terres arables avec une population estimée à près de 2,5 milliards d'ici 2050 », a souligné le Chef de l'Etat, lors de la session 1 du sommet tenue sous le thème « Sécurité Alimentaire et Énergie ». « Elle peut par conséquent nourrir une juste ambition d'être intégrée comme un membre permanent au Forum du G20 et j'aimerais inviter mes pairs à y procéder », a-t-il laissé entendre. Le 17ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20 porte sur le thème « se redresser ensemble, se redresser plus fort ».

B. D. SADIO



DISCOURS DU CHEF DE L'ETAT MACKY SALL PRÉSIDENT DE L'UNION AFRICAINE A LA COP 27 DE SHARM EL SHEIKH



Son Excellence le Président Macky SALL, Président UA

Au nom de l'Afrique, je vous remercie vivement et vous félicite cher frère, Président Abdel Fattah el-Sissi, pour votre aimable invitation et l'accueil convivial qui nous est réservé en terre égyptienne, parée de sa belle identité arabo-africaine et de son charme maritime.

Tout a été dit sur l'état d'urgence climatique qui nous réunit ici. Les études scientifiques ont alerté plus d'une fois ; et nous vivons au quotidien les manifestations extrêmes du dérèglement climatique. Plus que jamais, il faut agir pour sauver la planète, par la mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat.

L'Afrique y est engagée avec le projet de Grande Muraille Verte en cours d'exécution, qui regroupe 11 pays africains de la zone sahélo-saharienne autour d'activités de reboisement, de restauration des terres et de création d'activités agro sylvo pastorales génératrices de revenus.

Même si elle ne contribue que pour moins de 4% des émissions de gaz à effets de serre, l'Afrique souscrit à l'objectif ultime de neutralité carbone ; mais dans le cadre d'une transition énergétique concertée, juste et équitable, en lieu et place de décisions unilatérales qui portent préjudice à notre processus de développement, y compris l'accès universel à l'électricité dont 600 millions d'africains restent encore privés.

Je rappelle qu'avec la forêt du bassin du Congo, notre continent abrite également un quart de ce qui reste encore des forêts tropicales, offrant à la planète

un de ses rares poumons verts, refuge de biodiversité qui contribue à la séquestration du carbone. Nous voulons aussi aller de l'avant dans l'adaptation au changement climatique. Nous en supportons le coût avec le développement de projets verts financés souvent par recours à la dette alors même que la mise en oeuvre de l'adaptation doit se faire par des dons conformément aux engagements convenus.

En collaboration avec le Centre mondial pour l'adaptation et les pays et institutions partenaires, nous avons lancé en septembre dernier un appel à l'action pour la mise en oeuvre du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique.

Selon le Centre mondial, le financement cumulé de l'adaptation prévu avant 2030, représentera, hélas, moins du quart des besoins estimés par les pays africains dans leurs Contributions déterminées au niveau national. Sharm el Sheikh nous offre, à tous, pays développés et en développement, l'occasion de faire ou de subir l'histoire.

Faire l'histoire, en tenant nos engagements, tous nos engagements, dont celui convenu de 100 milliards de dollars par an pour soutenir les efforts d'adaptation des pays en développement, et qui peine à être réalisé. Subir l'histoire, en ignorant le principe de responsabilité commune mais différenciée, qui veut que ceux qui polluent le plus payent le plus, pour aider à sortir la planète de son état d'urgence climatique.

L'Afrique est venue au rendez-vous de Sharm el Sheikh dans un esprit de participation responsable au sauvetage de la planète ; résolue à faire l'histoire et non à la subir. Nous sommes disposés à travailler avec tous les partenaires pour que la COP de Sharm el Sheikh ne soit pas un constat de plus sur le péril climatique, mais une action de plus en faveur du climat, dans l'intérêt des générations actuelle et futures.

Assurément, le temps ne doit plus être aux promesses, mais à l'action pour sauver la planète, notre habitat commun.

Sport et géopolitique : un lien indéfectible ?

« Le sport c'est la guerre, les fusils en moins » disait George Orwell. Depuis le début de l'Histoire humaine jusqu'à la Coupe du monde de football 2022 au Qatar, le sport est le reflet de l'histoire du monde et du contexte dans lequel elle se déroule. Dans la géopolitique mondiale, le sport permet de faire plusieurs choses en même temps : soft power, diplomatie, édification de la nation, projection du roman national, etc. Longtemps l'apanage des puissances occidentales, cette notion de géopolitique du sport s'est aujourd'hui « démocratisée ». Depuis la chute de l'URSS et à l'aune de l'émergence d'un monde multipolaire et polycentrique, tous les Etats cherchent à se l'approprier, qu'importe leur modèle démocratique ou autoritaire. Les pays du Golfe, la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Afrique du Sud ou encore la Russie en ont fait une priorité. A l'heure des réseaux sociaux, de la globalisation et de l'ultra-médiatisation des compétitions sportives, les enjeux géopolitiques qui entourent le sport n'ont jamais été aussi nombreux.



Au cours des dernières décennies, le sport est devenu une nouvelle arme politique dont le développement à l'échelle internationale a été accéléré par la mondialisation. La FIFA et le CIO comptent aujourd'hui plus de membres que l'ONU et parviennent à faire cohabiter des puissances rivales. En somme, le sport est désormais le terrain d'enjeux géopolitiques. En réalité,

sport et géopolitique sont inséparables. Le lien ne date pas d'aujourd'hui. Les États-Unis, l'URSS puis la Russie, la France ou plus récemment l'Azerbaïdjan, les Émirats arabes unis ou encore l'Arabie saoudite ont misé sur le sport pour exprimer leur puissance autrement. Bien sûr, les objectifs ne sont pas les mêmes, mais le Sport est un outil géopolitique indéniable.

Le sport comme un outil de rayonnement et d'influence.

La Coupe du Monde Qatar 2022 est un lieu de convergence par excellence entre sport et géopolitique. Dans cette volonté du Qatar d'organiser la compétition, se mélangent la survie d'un Etat, d'une Famille et d'un modèle sociétal. En effet, le Qatar n'a jamais oublié ce qui est arrivé au Koweït entre 1990 et 1991, c'est-à-dire le risque de se faire envahir. Or, le Qatar est un pays qui n'existait pas pour les opinions publiques internationales au moment de la décennie 1990, donc il lui fallait se faire connaître. Et rien de mieux qu'une coupe du monde de football pour se faire connaître de toute la planète. De même, pour préserver sa souveraineté et pour maintenir à la tête du pouvoir la dynastie Al Thani, cette dernière famille se devait d'être à la fois connue des dirigeants du monde entier et reconnue par les opinions publiques. Et pour cela, le sport a été choisi comme levier avec d'autres stratégies d'investissements, en France par exemple.

Le sport comme levier pour créer de la cohésion et accroître le sentiment d'appartenance.

Le sport est de nos jours utilisé comme un outil de cohésion nationale et/ou d'affirmation nationaliste. Le sport permet de rassembler le peuple, a fortiori, quand vous êtes un jeune Etat (le Qatar, par exemple, a obtenu son indépendance en décembre 1971). Cela s'est vérifié en 2019 lorsque le Qatar a remporté la Coupe d'Asie des nations en plein blocus de l'émirat gazier par l'Arabie saoudite, l'Egypte et les Emirats arabes unis. Il a été permis de constater que la famille Al Thani a su profiter avec intelligence de l'euphorie de la victoire qatarie pour magnifier les capacités de résilience du Qatar face à ses ennemis. Par ailleurs, si les victoires servent, l'organisation d'événements aussi puisque cette coupe du monde 2022 permet au

peuple qatari de montrer au monde qu'il existe et cela renforce le sentiment de fierté et d'appartenance nationale. Le sport permet donc de maîtriser un récit. Et dans le cas de la coupe du monde 2022, au-delà du récit national, le sport devient un relais pour le Qatar dans la construction de son influence internationale. Cet état investit le sport comme il investirait dans la défense nationale. Le Qatar n'est cependant pas isolé dans ce jeu d'influence géostratégique en passant par le sport. Pour contrer cette géostratégie du « voisin » qatari par le sport, ses frères ennemis des Emirats arabes unis et de l'Arabie saoudite sont eux aussi très actifs sur la scène sportive internationale : Coupe d'Asie des nations en 2019 aux Emirats, Grand prix de Formule 1 d'Abou Dhabi, Jeux asiatiques d'hiver de 2030 en Arabie saoudite. Une forme de concurrence politico-sportive s'opère ainsi entre les pays du Golfe, dans un contexte géopolitique tendu. Ce soft power par le sport n'est cependant pas sans risque. Il est vrai que la stratégie peut être ébranlée par de nombreuses critiques. L'exemple des pays de la péninsule arabique est à cet effet éloquent. Si les Etats de la péninsule cherchent à utiliser le sport comme outil de propagande internationale ou nationale, cela ne les éloigne pas des critiques : aberration écologique, mépris des conditions de travail, soupçons de corruption. En somme, en faisant du « sport washing », c'est-à-dire en cherchant à cacher leur image, leurs problèmes et les difficultés de leur société par le sport et en cherchant à s'arroger une influence au-delà de leurs frontières grâce à l'organisation de compétitions internationales, ces pays se sont exposés à des critiques qui peuvent annihiler, in fine, leurs efforts de « relooking ». Ainsi si le sport est un outil géopolitique par essence, l'organisation de grands événements sportifs peut se révéler être une médaille à double face. Celle dorée de la compétition et celle moins brillante des critiques internationales.

Papa Abdoulaye DIOP



Tous derrière les Gaïndes !



Cérémonie d'hommage à Djibo KA : Le parcours de l'homme d'Etat revisité



Cinq ans déjà que le grand serviteur de la nation, feu Djibo Leyti Ka nous a quittés, laissant orphelin le monde de la politique sénégalaise. Premier Président de la Commission nationale du dialogue des Territoires (CNDT), Djibo Leyti K a laissé une marque indélébile dans l'espace public sénégalais.

Pour honorer sa mémoire, ses proches, ses camarades et ses héritiers politiques, ont organisé le 29 octobre 2022 à l'Hôtel Radisson Blue de Dakar, une cérémonie d'hommage posthume, parrainée par Monsieur Moustapha Niasse, Secrétaire général de l'Alliance des Forces de Progrès (AFP) et Monsieur Pape Ibrahima Diagne, Grand Serigne de Dakar avec la présence effective de Mme KA et de leurs enfants. L'homme Djibo KA qui a été le fondateur de l'Union pour le renouveau démocratique (URD), un parti né après sa rupture avec le Parti socialiste (PS) et candidat à l'élection présidentielle de 2000 (arrivé 4ème avec 7,1%), est né à Linguère dans la région de Louga, le 21 février 1948 et est décédé au mois de Septembre

2017 à Dakar à l'âge de 69 ans.

Djibo Leyti Ka a activement participé à la vie politique du pays en étant notamment plusieurs fois Ministres (Affaires étrangères, Intérieur, Éducation nationale, etc...).

Cette cérémonie d'hommage riche en témoignages et émotions, a vu la présence d'éminentes personnalités publiques dont des Députés, des Ministres, des Maires et des Directeurs généraux venus honorer de leur présence cet événement et marquer leur sympathie renouvelée à la famille de Djibo Leyti KA. Lors de cette cérémonie dédiée à cet « homme d'État admiré et respecté », un court-métrage a été diffusé retraçant les grandes étapes de la vie de Djibo Leyti KA. Selon M. Souleymane Diop, ancien conseiller technique de Djibo Leyti Ka, qui a témoigné dans ce court-métrage, « pour être un leader, il faut être un visionnaire et Djibo Leyti Ka en était un... ». Prenant la parole lors de la cérémonie, Madame Aïda Guèye, Responsable politique à l'URD et initiatrice de cette cérémonie

d'hommage, a affirmé que « les politiciens actuels du pays doivent puiser sur l'homme d'État qu'était Djibo Leyti Ka. » Djibo Leyti Ka a activement participé à la vie politique du pays avec un canevas très riche occupant des postes de responsabilité dans tous les gouvernements des quatre présidents du

Sénégal. Il fut plusieurs fois ministre (Affaires étrangères, Intérieur, Education nationale, etc.)

Pour Mme GUEYE, cet homme d'État est une tombe qui renferme beaucoup de secrets et les acteurs politiques devaient s'en inspirer.

Papa Abdoulaye DIOP



Le Sénégal à la Coupe du Monde en mode « **Champion** »



Le Sénégal participe pour la troisième fois à la phase finale de Coupe du monde, au Qatar. Mais pour la première fois, les Lions feront figure de porte-drapeau pour le continent africain. Une pression de plus pour le champion d'Afrique en titre ? Une chose est sûre, le sélectionneur, Aliou Cissé n'a pas eu peur d'assumer le nouveau statut des Lions.

Au début des qualifications africaines pour Corée/Japon 2002, le Sénégal occupait la 79^e place du Classement mondial FIFA. Pourtant au bout des phases éliminatoires qui vont finalement devenir historiques, les Lions se sont présentés à la face du monde. Loin des lumières qui mettent en exergue les habitués de la compétition, le sélectionneur actuel, Aliou Cissé et ses partenaires vont ouvrir une nouvelle page d'histoire du football sénégalais.

42^e mondial et 6^e africain au coup d'envoi de cette 17^e édition du mondial, le Sénégal était loin de faire figure de porte-drapeau du continent africain. D'aucuns diront que ses performances en Coupe d'Afrique des Nations, quelques mois plus tôt, pouvaient laisser présager une sensation pour Corée/

Japon. Sans pression et loin des attentes, El hadji Diouf et ses partenaires ont signé une participation exceptionnelle qui s'arrêtera en quart de finale tout en s'offrant le champion en titre, la France, lors du match d'ouverture. Les lions égalaient ainsi la meilleure performance d'un pays africain avec le Cameroun et le Ghana.

Un retour en pleine reconstruction

En 2018, le Sénégal signe son retour sur la scène mondiale lors du mondial en Russie avec la Tunisie, l'Egypte, le Maroc et le Nigeria. Après 16 ans et trois éditions, les Lions, 27^e mondial et 2^e sur le plan africain, reviennent et réitèrent presque le même parcours en phase de groupe sauf que la Colombie va crucifier les espoirs du peuple

sénégalais par un but de Mina lors du troisième match de groupe.

Le Sénégal sort ainsi de la compétition pas même par les points ou le goal-average, mais par le nombre de cartons reçus. Sans bruit, cette élimination cruelle et au même sort des autres nations africaines, va forger un groupe qui jouera les premiers rôles en Afrique dès le lendemain de cette campagne en Russie. Le Sénégal s'installera sur le toit de l'Afrique au mois de novembre 2018 et depuis lors, les Lions ne sont pas redescendus de leur piédestal.

Dans la peau de Champion pour la 1ère fois !

Pour sa troisième participation à une phase finale de Coupe du monde, le Sénégal va connaître un nouveau statut. Première nation africaine depuis 4 ans et champion d'Afrique l'hiver dernier au Cameroun, le Sénégal sera le porte-étendard du continent devant le Cameroun, le Maroc, le Ghana et la Tunisie. En plus de cela, l'effectif des Lions frôle ceux

des pays favoris à cette édition en qualité de joueurs qui le composent.

Sadio Mané, 2e au Ballon d'or France Football 2022, derrière Karim Benzema et aujourd'hui au Bayern Munich sera la figure de proue des champions d'Afrique. Il sera épaulé par Idrissa Gana Gueye (Everton), Kalidou Koulibaly et Edouard Mendy (Chelsea) ou encore Abdou Diallo (Leipzig) ... entre autres stars. A l'instar de beaucoup d'observateurs, le Sénégal 18e mondial au dernier classement FIFA (Octobre 2022), portera les espoirs du continent dans cette édition du Qatar.

De quoi mettre une pression supplémentaire sur le sélectionneur national, Aliou Cissé qui n'a pas manqué d'assumer son statut de première nation et champion d'Afrique. Les Lions visent le dernier carré et pas moins. Un objectif audacieux ? En tout cas il est clair que Sadio Mané et les siens ne vont pas au Qatar pour faire de la figuration.

Papa Abdoulaye DIOP



Cérémonie officielle de remise du drapeau national aux lions du Sénégal

Astou Diokhané, une ingénieure qui apporte son « génie » à la modernisation des villes du Sénégal



Astou DIOKHANE

Ingénieure en génie civil

Une femme qu'il faut à la place qu'il faut. Cette maxime peut bien s'appliquer sur la personne de la Coordinatrice nationale du Programme de Modernisation des Villes du Sénégal (PROMOVILLES). Madame Astou Diakhané, pour ne pas la nommer, fait partie du cercle des technocrates placés à un niveau de responsabilité stratégique et technique, pour donner corps à la vision politique du président de la République, Macky SALL, notamment dans la réduction des inégalités sociales et territoriales. A côté de deux autres programmes phares (Programme d'Urgence de Développement Communautaire et du Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires Frontières), cette ingénieure en Génie Civil est chargée de changer le visage des villes du Sénégal. Une tâche ardue. Mais la Coordinatrice nationale du PROMOVILLES en a l'étoffe. Ingénieure en Génie Civil diplômée de l'Ecole Polytechnique de Thiès, elle est sortie major de sa promotion en DUT et DIC. Astou Diakhané a suivi également une formation en master spécialisé au Centre des Hautes Etudes de Construction de Paris (CHEC). A l'université, elle est décrite comme une étudiante brillante. Guidée par sa fibre patriotique, elle rentrera au bercail pour démarrer sa carrière dans un

bureau de contrôle technique de la place. Son chemin se croise avec celui de l'homme politique Macky SALL. Elle rejoindra finalement l'équipe de conseillers techniques de ce dernier nouvellement élu président de la République du Sénégal, en 2012. Son ingéniosité s'est fait remarquer rapidement dans l'entourage du Chef de l'Etat. Cerise sur le gâteau. Le Programme de Modernisation des Villes du Sénégal lui sera confié. Comme dit l'adage, c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Astou Diokhané pilote le PROMOVILLES cher au Gouvernement du Sénégal, avec beaucoup de maîtrise.

Dans un entretien accordé dernièrement au journal « Source A », elle a dressé son bilan à mi-parcours, sans se pavaner : « (...) Du chemin a été fait depuis lors et aujourd'hui (...), il est aisé de parler de bilan à mi-parcours du PROMOVILLES au vu des importantes réalisations qu'il capitalise ». Comme son slogan, ce Programme national a changé le visage des communes d'intervention. A cet effet, on peut citer plusieurs réalisations (166 km de voirie neuves et modernes réalisées, 177 km d'ouvrages d'assainissement et de drainage des eaux pluviales, trois stations de pompage de grande capacité dans les communes de Thiès, de Mbour et de Guédiawaye, 80 km de lignes d'éclairage public soit 3000 lampadaires installés accompagnant la voirie). La Coordinatrice nationale du PROMOVILLE dira que « notre ambition qui est celle édictée par le Président de la République, est de faire bénéficier toutes les zones éligibles aux programmes de nos interventions afin d'impacter davantage positivement sur le vécu des Sénégalais. » Une de ses collaboratrices la décrit en ces termes : « Astou est un modèle féminin de combativité pour tous les jeunes sans exception ». Son calme et sa sérénité composent avec son profil d'ingénieur. C'est peut-être là le « génie » de Astou Diokhané qui conduit avec dextérité la politique de Modernisation des Villes du Sénégal. **B. D. SADIO**



La Conférence internationale des universités du troisième âge (CIUTA) aura lieu au Musée des civilisations noires du 24 au 26 novembre 2022.

Cet événement, qui sera organisé pour la première fois en Afrique, regroupera l'ensemble des Universités du 3e âge du monde et sera un moment privilégié de rencontres, de partage et d'échanges sur les préoccupations de notre association autour du thème : « Problématique des valeurs : crises des valeurs et/ou des comportements, quels rôles et apports des Universités du Troisième Age pour un développement solidaire et durable ? ». L'un des objectifs spécifiques de cette Conférence internationale vise à contribuer à la préparation scientifique et à l'aide à la décision pour l'élaboration de docu-

ments stratégiques, en vue de la prise en compte des valeurs dans les politiques nationales et internationales de développement durable. L'objectif général des événements est de promouvoir un dialogue et des échanges d'expériences entre Séniors de différents pays en vue de contribuer à l'amélioration continue de la qualité de vie des personnes du troisième âge, à l'éducation des jeunes à travers le monde et à la promotion sociale et culturelle des séniors.

CONTACT

Ibrahim Jacques IYOK : +33 7 75 68 55 91

jco.communications@gmail.com

Voir en ligne : <https://www.ciutadakar2022.com/>

ART DE LA RUE / EXPOSITION / FESTIVAL / PARTCOURS

Onzième édition du Partcours

À Dakar, l'événement artistique du Partcours revient chaque année durant les deux premières semaines du mois de décembre. Cette année, il se tient du 25 novembre au 11 décembre 2022.

Initié en 2012 par Koyo Kouoh de Raw Material Company et Mauro Petroni de l'Atelier Céramiques Almadies, le Partcours cherche à réunir le meilleur des espaces d'art professionnels de la capitale sénégalaise. Il a pour objectif majeur de fédérer des acteurs culturels professionnels, lieux ou entités artis-

tiques économiquement indépendants, actifs tout au long de l'année dans la production de contenus centrés autour de l'art contemporain dans la ville de Dakar et sa banlieue. Le Partcours, c'est enfin une grande fête de l'art.



CONTACT COMMUNICATION :
Gaëlle Le Roy Barro

Partcours1@gmail.com

+22177 585 36 24

EXPOSITION / FOIRE ET SALON

FIDAK 2022 : la souveraineté économique nationale au menu

La 30e édition de la Foire internationale de Dakar (Fidak) est prévue cette année du 15 au 31 décembre 2022 au Centre international du commerce extérieur du Sénégal (Cices).

Le thème retenu pour cette nouvelle édition est : le secteur privé national face aux défis de la souveraineté économique. L'édition passée la foire de Dakar avait enregistré près de 300 mille visiteurs sénégalais et 31 autres nationalités. Cette année, le Cices veut faire plus. Pour ce faire, l'accent sera mis sur une meilleure gestion des aires d'exposition pour aller vers une foire beaucoup plus professionnelle. L'organisation compte également travailler avec le

secteur privé et le secteur informel.

Toutefois, le Cices voudrait aussi pour cette édition travailler pour que les aménagements se terminent 10 jours avant le démarrage. Ce qui permettra d'éviter les décalages souvent notés entre l'ouverture et le démarrage des activités et les prolongations demandées par les commerçants pour motif de n'avoir pas beaucoup vendu.

Sokhna Astou NDAO